



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

Partout en Europe,

**pas question
de payer
leur crise !**



Le 7 juin,

votez pour

les listes présentées

par le NPA

ELECTIONS EUROPEENNES DU 7 JUIN 2009

npa-europeennes2009.org

sommaire

01 CONTRE L'EUROPE CAPITALISTE... UNE EUROPE RÉELLEMENT DÉMOCRATIQUE ! (PAGE 3)

02 UNE EUROPE SOCIALE (PAGE 4)

- La question de l'emploi
- Pour une autre Europe de l'éducation
- Pour une Europe du droit à la santé
- Pour une politique du logement et contre l'exclusion
- Les services publics sont une richesse sociale, battons-nous pour les garder !

03 UNE EUROPE ÉCOLOGIQUE (PAGE 10)

- Sauver le climat, pas les pollueurs !
- Des transports au service des besoins et de l'environnement
- Défendre les paysans et les pêcheurs. Nourrir sans nuire

04 UNE EUROPE DES DROITS ET DE L'ÉGALITÉ (PAGE 12)

- a) Une autre Europe, celle des droits des femmes
- b) Celle des droits des handicapé-es
- c) Celle de l'égalité des droits, hétéros, homos, trans et bi
- d) Pour les jeunes, en Europe et dans le monde entier, ce système n'offre aucun avenir !
- e) Non à l'Euro répression

05 UNE EUROPE DE SOLIDARITÉ ET DE PAIX (PAGE 17)

- a) Contre l'Europe forteresse !
- b) Pour une véritable Europe solidaire
- c) Pour une Europe de la Paix

06 CONCLUSION (PAGE 19)

LA GAUCHE ANTICAPITALISTE EUROPÉENNE (PAGE 21)

en France comme en Europe : pas question de payer leur crise !



CONTRE L'EUROPE CAPITALISTE...

La crise qui frappe aujourd'hui le cœur même de l'économie capitaliste n'a pas épargné l'Union européenne. Du Traité de Rome de 1957 jusqu'au mini-traité européen de 2007 en passant par le Traité de Maastricht, tous les choix politiques ont favorisé la libre circulation des marchandises, des biens, des services et des capitaux. Ils ont été imposés aux peuples par des institutions pour la plupart non élues, la seule soumise au suffrage universel, le Parlement européen, n'ayant quasiment pas de pouvoir de décision.

Ces choix ont contribué à creuser toujours plus, au sein même de l'UE, les inégalités entre l'immense majorité des salariés et des privés d'emploi toujours plus pauvres d'un côté, et une poignée d'actionnaires toujours plus riches, de l'autre. Les décisions européennes construisent une forteresse contre les peuples du Sud et organisent la chasse aux immigrés et aux gens du voyage.

Depuis le début de la crise, chaque Etat, chaque gouvernement, défend les intérêts et privilèges de ses propres banques, de sa propre bourgeoisie. Cependant, les réponses de chacun des Etats européens

convergent : socialisation des pertes et privatisation des profits ; injection de fonds publics pour sauver la finance ; restrictions des moyens pour les services publics ; pression accrue sur les chômeurs et les salariés ; licenciements massifs pour sauvegarder les profits.

L'Union européenne a une responsabilité majeure dans la dégradation des équilibres environnementaux. Par ses politiques antisociales et sa défense de la « concurrence non faussée », elle ajoute les inégalités sociales aux inégalités environnementales. Le « capitalisme vert » ne modifiera pas le productivisme.

Leur Europe n'est pas la nôtre !

Cette Europe qu'ils nous imposent est au service des trusts et de la finance. Les populations des Pays-Bas et de la France en 2005, puis de l'Irlande en 2008, ont rejeté ce projet de société en votant majoritairement NON au projet de traité constitutionnel.

Le NPA propose un plan de rupture avec le capitalisme, basé sur le partage des richesses, sous le contrôle de la population.

**Leur Europe
n'est pas la
nôtre**

Une véritable Europe sociale ne pourra voir le jour que par une contre-offensive des travailleuses et des travailleurs pour annuler toutes les lois et mesures de ré-

gression sociale imposées par le patronat et ses gouvernements dans tous les pays d'Europe.

... UNE EUROPE RÉELLEMENT DÉMOCRATIQUE !

Plus de 85% des lois et règlements qui régissent nos existences sont issus des politiques de l'Union européenne, et ont été établis en dehors de tout contrôle des peuples. Le projet de Constitution Européennes, rejeté en France et aux Pays Bas en 2005, nous est aujourd'hui imposé sous la forme du Traité de Lisbonne. La démocratie est niée : l'intérêt commun ne peut être incarné par des institutions non élues, des exécutifs non mandatés et des experts non contrôlés.

Le NPA veut construire une Europe réellement démocratique, dans le cadre d'un processus constituant décidé et contrôlé

par les peuples. Nous y défendrons pour notre part un projet de société anticapitaliste et socialiste.

La démocratie ne doit s'arrêter ni aux portes des banques ni à celles des entreprises : ainsi, nous revendiquons la suppression des paradis fiscaux et du secret bancaire, et la mise en place d'un service public bancaire unique, sous contrôle de la population.

Parce que la population est la plus à même de décider de ce qu'il faut produire, où et comment, il est indispensable qu'elle prenne le contrôle et la possession des modes de production.

UNE EUROPE SOCIALE

La question de l'emploi

Après des mois de hausse de l'inflation et d'augmentation des prix de l'énergie, de l'alimentation, des loyers, nous subissons aujourd'hui avec la crise une nouvelle baisse de nos revenus. Les travailleurs et les travailleuses n'ont aucune responsabilité dans la gestion et dans la faillite de ce système capitaliste. Ils n'ont donc pas à en payer les conséquences en perdant leur emploi ou une partie de leur salaire en cas de chômage partiel.

Les politiques de l'Union européenne encouragent la précarité : temps partiels imposés, intérim, avec des revenus et des retraites amputés. Parallèlement, lors du sommet de Barcelone de 2002, les chefs d'état et de gouvernement européens ont décidé de reculer de 5 ans l'âge moyen de départ à la retraite pour 2010.

L'Europe que nous voulons exige des critères opposés à ceux du marché. A l'inver-

se de l'Union européenne au service des trusts et de la finance, elle unifiera par le haut les droits sociaux, les conditions de travail, les retraites et la législation sociale pour l'ensemble des travailleurs et travailleuses des pays européens.

POUR EN FINIR AVEC LE CHÔMAGE ET LE TEMPS PARTIEL IMPOSÉ.

Nous revendiquons une diminution du temps de travail, vers les 30 heures pour tous et toutes, sans flexibilité ni annualisation, et avec création de postes sous contrôle des salarié-e-s. Tous les contrats précaires doivent être convertis en emplois statutaires ou en CDI.

Nous sommes pour une loi d'interdiction des licenciements, et pour le contrôle des salarié-e-s sur les conditions d'emploi et d'embauche. Si la loi n'est pas respectée, nous sommes pour l'expropriation des patrons/actionnaires avec gel des avoirs et nationalisation sous contrôle des travailleurs. En cas de défaillance de l'entreprise, nous sommes pour remonter

**Interdiction
des
licenciements.**



jusqu'au donneur d'ordre, en imposant l'ouverture des livres de comptes et la levée du secret bancaire et commercial. Le plein emploi passe aussi par la création massive d'emplois dans les services publics.

POUR DES SALAIRES PERMETTANT DE VIVRE CORRECTEMENT.

L'urgence, c'est l'augmentation de tous les salaires, retraites et minima sociaux de 300 euros net par mois, c'est aussi un plan de rattrapage des salaires féminins. C'est possible en prenant les 10 points du PIB qui sont passés de la poche des travailleurs à celle des capitalistes ces 25 dernières années. En France, cela représente plus de 170 milliards d'euros par an.

Contre la mise en concurrence des salariés/es, l'Europe que nous voulons rendra obligatoire un salaire minimum dans chaque pays européen. Un salaire minimum qui serait l'équivalent, en terme de pouvoir d'achat, des 1500 euros net que nous revendiquons en France.

POUR UNE PROTECTION SOCIALE À LA HAUTEUR DES BESOINS.

Face à la crise, il ne faut pas moins, mais beaucoup plus de protection sociale! L'Europe que nous voulons garantirait des

normes élevées de protection sociale et de services publics, basées sur la socialisation des richesses produites (salaires sociaux ou collectifs) et une nouvelle répartition entre les salaires et les profits, au détriment de ces derniers.

Nous défendons le droit à une retraite pleine et entière à 60 ans, avec 37,5 annuités dans le public comme dans le privé, avec 75 % du brut, calculé sur les 10 meilleures années, la retraite à 55 ans pour les métiers pénibles, et aucune retraite ou minima sociaux inférieurs à 1 500 euros net.

POUR UNE AUTRE RÉPARTITION DES RICHESSES.

Pour réaliser tout cela, il faut prendre sur les profits. Il faut que les salariés, la population contrôlent les comptes des entreprises et les mouvements de capitaux, imposent la fermeture des paradis fiscaux et la taxation des profits. L'urgence économique exige que les populations contrôlent également les banques centrales, en particulier la Banque Centrale Européenne, afin que l'épargne serve à financer des travaux d'utilité sociale (logements, transports collectifs...). Une harmonisation des fiscalités, fondées sur des impôts progressifs taxant très forte-

**augmentation
de 300 euros
net pour toutes
et tous**

ment les plus riches et la suppression des taxes indirectes, permettrait à la fois d'arrêter le dumping social et fiscal, et d'enclencher une nouvelle logique sociale en rupture avec celle des capitalistes.

Pour une autre Europe de l'éducation

La casse de l'école publique s'inscrit dans un programme de privatisation et de démantèlement des services publics, mené dans tous les pays européens depuis près de 20 ans, et inscrit dans le TCE et la directive Bolkenstein.

En France, ainsi que dans toute l'Europe, l'Éducation subit de plein fouet la politique définie lors du sommet européen de Lisbonne en mars 2000, et qui veut faire de l'Union européenne l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde d'ici 2010. Les Accords de Bologne en 1999 avaient déjà initié cette logique dans le Supérieur et la Recherche, avec la création d'un marché unique de l'enseignement supérieur, faisant ainsi des savoirs une marchandise. Les réformes éducatives européennes s'appliquent aujourd'hui à rendre l'École encore plus libérale et utilitariste conformément aux

préconisations de l'OCDE, de la Banque Mondiale et de l'OMC.

D'un point de vue économique, l'École reste un des derniers grands marchés à conquérir. Économie de la connaissance, capital humain, employabilité, flexibilité sont les maîtres mots du nouveau modèle éducatif européen. Soumis aux logiques de compétitivité, d'utilitarisme, de performance et d'individualisation, régi selon les techniques managériales de l'entreprise, ce modèle fait la part belle aux écoles privées

Certains pays ou régions d'Europe (le Royaume Uni, l'Irlande, la Belgique, certains länders allemands...) ont déjà liquidé leur service public d'éducation.

En France, les réformes successives, de la maternelle à l'université, sont en parfaite conformité avec cette stratégie: la réduction des moyens (coupes budgétaires, suppression de 80 000 postes d'enseignants d'ici 2012); la casse des statuts et la précarisation des personnels; l'ouverture des universités aux financements privés; l'autonomie et la mise en concurrence des établissements; la marchandisation et la privatisation rampante de l'école; la sélection; l'abandon des pédagogies alternatives et émancipatrices; la remise en cause de l'école pour tous et l'organisation accentuée du tri social,

**Développer
les services
publics
partout en
Europe**



font de la France le bon élève de l'Europe.

Mais l'objectif central des contre-réformes de l'éducation est avant tout de former dès l'école une future main d'oeuvre bon marché, précaire et corvéable à merci.

En France les réformes LMD, LRU, ainsi que la création des licences professionnelles, ont permis une plus grande individualisation de diplômes qui sont de plus en plus adaptés aux besoins immédiats des entreprises (licence Crédit Mutuel ou Michelin...). La qualification est remplacée par des diplômes jetables, qui condamnent les jeunes aux bas salaires et à la précarité à vie ! Ces réformes sont coordonnées à l'échelle européenne par le processus de Bologne.

Aujourd'hui les peuples d'Europe, la jeunesse en particulier, refusent cette logique

marchande. La colère de la génération des 600 euros en Grèce, provoquée par la mort d'Alexis Grigoropoulos le 6 décembre dernier, s'est cristallisée également sur la future réforme de l'éducation, tout comme en Italie cet automne (suppression de 140 000 postes ; loi Gelmini), ou en Catalogne (mouvement du 18 mars à Barcelone).

En France la contestation gronde et les manifestations se développent depuis la rentrée : mouvement de résistance dans le primaire ; manifestations lycéennes contre la réforme des lycées ; grève et manifestations depuis plus de 10 semaines dans le Supérieur et la Recherche.

L'Education est un droit que nous devons faire respecter pour poser les premiers jalons d'une Education au service de tous et toutes !

**L'éducation
est un droit,
pas une
marchandise**

nous exigeons :

- L'arrêt des réformes libérales qui s'attaquent à l'enseignement en France, cela signifie l'abrogation de la LRU, le retrait total de la réforme des IUFM et de la réforme Darcos des lycées ;
- des diplômes nationaux reconnus dans les conventions collectives ;
- des financements 100% publics ;
- l'arrêt des suppressions de postes et l'embauche de 100 000 postes supplémentaires

Pour une Europe du Droit à la Santé

Faire de la santé et des soins une affaire privée, et non un droit reconnu et accessible à tous, tel est l'objectif des gouvernements de l'Union européenne. Pour cela il leur faut casser les systèmes de soins solidaires, et les services publics de santé.

Dès 1994, l'Union européenne s'est engagée à ne pas entraver l'entrée de fournisseurs privés dans le domaine de la santé, poussée dans cette voie par l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), dans le cadre de l'AGCS (Accord Général sur le Commerce des Services).

En France, Sarkozy et son gouvernement multiplient les attaques.

Après les « franchises médicales », les affections de longue durée, jusqu'ici remboursées à 100%, sont menacées. L'objectif est double. D'un côté, réduire la part du système solidaire qu'est l'assurance maladie, qui permet à chacun de cotiser selon ses moyens, tout en étant soigné selon ces besoins. De l'autre côté, augmenter la part restant à la charge des patients, favorisant le recours à une assurance complémentaire, et ouvrant ainsi le marché très lucratif de la santé aux assurances privées (AXA, Groupama, ...) qui sélectionneront les malades ayant un « bon profil ».

Droit à une santé gratuite et accessible pour toutes et tous

Parallèlement le gouvernement veut transférer le financement de la sécurité sociale des patrons vers les salariés, par la TVA dite « sociale », bien que les patrons soient déjà exonérés de 30 milliards de cotisations sociales. Depuis plusieurs années par ailleurs, la partie la plus lucrative des soins (chirurgie) est abandonnée à des chaînes de cliniques cotées en bourse, tandis que les établissements publics peinent à équilibrer leur budget. Avec La loi Bachelot « Hôpital, Patients

Santé et Territoires » une nouvelle étape est franchie: transformer l'hôpital en entreprise.

Sous prétexte de rentabilité, le gouvernement ferme des services d'urgences, des maternités, la chirurgie de 250 hôpitaux de proximité, et regroupent les établissements en « communautés hospitalières de territoires ». Des dizaines de milliers d'emplois hospitaliers sont ainsi supprimés et la vie de la population est mise en danger par l'apparition de véritable « désert sanitaire ».

L'EUROPE QUE NOUS VOULONS DOIT ASSURER :

- La gratuité totale de l'ensemble des soins et de tous les médicaments prescrits, grâce à une sécurité sociale assurant les remboursements à 100%. La sécurité sociale, c'est l'argent des assurés, elle doit être autogérée par eux ;
- un véritable Service Public de Santé, d'accès totalement gratuit, comportant
 - ▲ des centres de santé publics, bien répartis sur l'ensemble du territoire, et d'accès rapide pour tous ;
 - ▲ des hôpitaux de proximité, avec des services d'urgences, de maternité et de chirurgie ;
 - ▲ de grands établissements hospitaliers ayant l'ensemble des « plateaux techniques » nécessaires.
- un financement du service public en fonction des besoins de la population, des budgets suffisants pour les hôpitaux et un plan « emploi formation » de 120 000 professionnels de santé ;
- l'expropriation des cliniques privées lucratives, et l'intégration de tous leurs services et de leurs personnels dans les hôpitaux publics.

L'égalité devant les soins, est un droit fondamental qui doit devenir une réalité pour chacun !

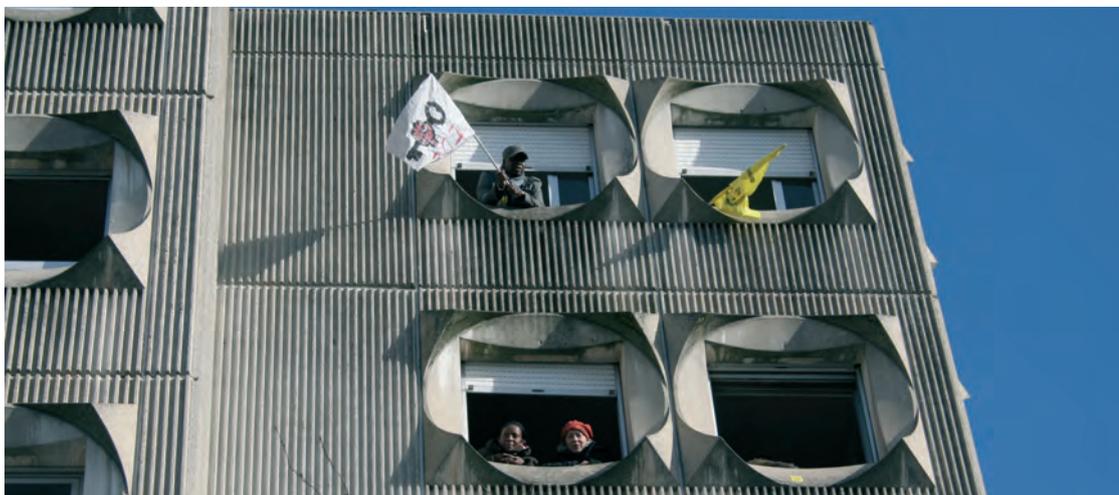
Pour une politique du logement et contre l'exclusion

Toutes les grandes villes d'Europe subissent des opérations de « renouvellement ». Partout le même motif: la reconquête des centre-villes et des banlieues proches pour les bureaux et les classes moyennes. Partout le même but: l'éloignement et la dispersion des couches populaires.

Le prix du logement, en hausse constante, a abouti à une situation où avoir un emploi ne suffit plus pour avoir accès à un logement.

Les choix faits depuis une vingtaine d'années ont précipité la crise: les pouvoirs publics ont choisi de laisser la construction et ses profits aux marchés privés, sans aucun contrôle et sans répondre à la demande sociale.

Par ailleurs, les démolitions massives de logements sociaux sont présentées comme un mieux, alors que rien n'est fait



pour aider les habitants des quartiers populaires qui comptent souvent de 25 % à 40 % de chômeurs ou de salariés précaires. Dans le même temps, la casse des services publics de l'éducation, la santé, l'aide aux chômeurs, la prévention, aggrave la situation.

Les zones franches, vantées pour soi-disant lutter contre le chômage, engendrent en réalité une main d'oeuvre moins chère pour le patronat, sans pour autant aucune garantie d'embauche pour les habitantes et les habitants de ces quartiers.

Les révoltes de 2005 en France ont été le reflet à la fois de l'abandon et de la désespérance dans ces quartiers, mais aussi du rejet des politiques de droite comme de gauche qui ont conduit à leur relégation sociale et renforcé les discriminations.

Partout où de telles révoltes éclatent, en Grande-Bretagne, aux Pays-Bas, elles sont la conséquence d'agressions ou de

provocations policières contre la population et qui restent impunies.

Partout rigueur budgétaire et critères de convergence de Maastricht détruisent le logement social comme tous les services publics. C'est maintenant le droit au maintien dans les lieux qui est attaqué, comme en France avec la loi Boutin. Comme pour l'emploi, les protections sociales seraient la cause de la crise du logement. Pourtant des pays comme la Finlande, l'Allemagne, le Danemark, connaissent une moindre crise du logement et ont plus de protections.

Avec les mesures de défiscalisation et d'accession à la propriété, une fois encore, les aides profitent aux plus riches et favorisent les entreprises privées.

Le logement c'est un droit!

**Un logement
décent et
la baisse des
loyers pour
toutes et tous**

nous exigeons:

- la reconnaissance du logement comme relevant du service public ;
- l'arrêt des expulsions ;
- la baisse massive des loyers.

Les services publics sont une richesse sociale, battons-nous pour les garder !

Se loger, se chauffer, se nourrir, étudier, se soigner, se divertir, se déplacer, autant

de droits élémentaires que les services publics doivent garantir à toutes et à tous.

Aujourd'hui l'Union européenne et les gouvernements continuent la casse et la privatisation des services publics.

Ce sont des marchés très lucratifs pour les entreprises privées, qui n'hésitent pas à les démanteler, entraînant des conséquences désastreuses sur nos vies quotidiennes, la régression sociale et la perte des services.

Le NPA revendique plus de services publics, des embauches et des moyens massifs, l'arrêt des privatisations de la santé, de l'éducation, le développement

des services de la petite enfance et des personnes âgées, des transports et de la culture, la création d'un pôle public bancaire et la nationalisation des énergies.

Les élections doivent être l'occasion de faire converger les mouvements de défense des services publics, aujourd'hui nombreux, et d'organiser la solidarité entre usagers et travailleurs.

UNE EUROPE ÉCOLOGIQUE.

Sauver le climat, pas les pollueurs !

L'Europe actuelle est une énorme consommatrice d'énergie, produisant des déchets nucléaires et dégradant le climat.

Le réchauffement global est, avec le nucléaire, une des plus grandes menaces pour l'humanité. Le paquet climat-éner-

gie de l'UE préconise des objectifs inférieurs aux recommandations des climatologues et vise surtout à délocaliser dans les pays du Sud la réduction des gaz à effet de serre.

L'Europe que nous voulons doit organiser une véritable révolution énergétique, une rupture avec les modes actuels de production, de consommation et de transport.

nous exigeons:

- Un véritable plan international de réduction des émissions (- 40% en 2020, et - 90% au moins en 2050) ;
- l'abolition du traité Euratom ainsi qu'une loi interdisant l'enfouissement des déchets nucléaires ;
- la création d'un service public des énergies propres, pour sortir du nucléaire et donner les moyens au développement d'énergies alternatives à l'échelle de l'Europe.

Ce service coordonnerait :

- La mise en place d'un vaste plan de rénovation de l'habitat par l'isolation et la diversification des sources énergétiques ;
- la sobriété énergétique par la réduction des consommations, la chasse au gaspillage et l'éducation à la maîtrise de l'énergie ;
- la réalisation bioclimatique de toute construction neuve par l'utilisation de matériaux isolants écologiques et l'utilisation des énergies renouvelables (solaire, géothermie, chauffage bois, cogénération...);
- le développement massif de transports collectifs, trains et trams, d'éoliennes et de panneaux solaires.

Gratuites pour les usagers, ces mesures devront être financées par une taxe sur les profits du secteur énergétique. Cela permettrait de créer plus de 800 000 em-

ploi dans la rénovation et les énergies renouvelables et des dizaines de milliers d'autres dans les transports en commun. Avec une telle politique volontariste,

nous pourrions parvenir à une réduction de plus 40% des gaz à effet de serre en 2020 et envisager une sortie du nucléaire en dix ans.

Des transports au service des besoins et de l'environnement

Les moyens de transport rapides et peu onéreux ont rendu possible une organisation de la production sans stocks, avec une pression toujours plus grande sur les salariés, créant une situation socialement désastreuse et écologiquement intenable. Le développement de la voiture individuelle a favorisé les politiques urbaines de relégation des classes populaires et a rendu la ville bruyante, polluée et dangereuse.

La crise de l'industrie automobile n'est

pas seulement une crise financière et économique, mais la crise d'un modèle de société. Il faut y apporter des réponses immédiates et ouvrir des perspectives à plus long terme. La première réponse est de garantir l'emploi, les contrats et les salaires des travailleurs de l'industrie automobile. Il faut préserver leur savoir faire et l'outil de travail pour permettre les reconversions industrielles auxquelles ils doivent être pleinement associés. La reconversion doit concerner les unités et collectifs de travail afin qu'ils puissent assurer la production de véhicules moins polluants et d'autres biens, utiles socialement et écologiquement (moyens de transports en commun, rotors d'éoliennes...), sans attendre l'hypothétique invention d'une voiture propre.

Imposer une révolution énergétique

AUJOURD'HUI, LES AIDES EUROPÉENNES DOIVENT PERMETTRE DE :

- Développer le transport ferroviaire, fluvial et maritime ;
- créer un service public européen du rail ;
- mettre en place des transports en commun de proximité gratuits ;
- réduire les allers-retours des marchandises et de la population par la relocalisation des productions et la révision des modèles de développement des villes et des territoires ;
- stopper la construction de nouvelles autoroutes ;
- interdire la mise sur le marché des voitures les plus polluantes et diminuer la vitesse maximale ;
- renoncer à la fausse solution des agro carburants, dont le développement remet en cause les capacités de l'humanité à se nourrir ;
- interdire les transports par camion sur de longues distances au sein de l'UE, tout en améliorant les emplois et les droits des chauffeurs routiers ;
- interdire, sauf cas particuliers, le transport aérien courte distance.

Défendre les paysans et les pêcheurs. Nourrir sans nuire

La politique agricole commune, au service des agro managers et des industriels, a provoqué la dérégulation des marchés et la volatilité des cours, concentré les productions, détruit les sols, pollué l'eau,

accentué la dépendance aux énergies fossiles et contribué au réchauffement climatique. Cette agriculture capitaliste et productiviste crée des rentes pour les riches exploitants, étouffe les petits paysans, désertifie les campagnes et produit des aliments nocifs pour la santé.

POUR UNE AUTRE PAC, IL EST URGENT DE CHANGER DE CAP :

- Recoupler et plafonner les subventions par actif, avec une bonification pour les agricultures respectueuses des êtres humains et de l'environnement, afin de stopper la «chasse aux terres» et proposer une répartition égalitaire des terres cultivables ;
- stopper la mise en concurrence des zones de production et mettre fin à la destruction des agricultures des pays du Sud pour assurer leur souveraineté alimentaire ;
- soutenir massivement toutes les expériences d'autogestion de la production, de la transformation et de la distribution : coopératives, AMAP, circuits courts ;
- créer un statut des travailleurs de la terre, petits propriétaires comme ouvriers agricoles, afin de sortir de l'auto exploitation ;
- reconverter les travailleurs des industries en maintenant leur contrat de travail et leur rémunération jusqu'à reclassement effectif sur un poste de même qualification ;
- réduire drastiquement les pesticides et interdire les OGM dans les champs comme dans les assiettes ;
- l'eau, bien commun à tous, doit être gérée publiquement, dans la transparence, et accessible à tous.

Les politiques européennes sur la pêche, en s'alignant sur le modèle néolibéral, ont accentué la surexploitation des mers en autorisant toujours plus de pêche industrielle. Elles n'ont su protéger ni l'équilibre de la biosphère, ni les pêcheurs face à la destruction de leur métier.

Dans un contexte où les ressources halieutiques sont de plus en plus réduites, l'aquaculture prétend satisfaire la demande. Mais elle pose de nombreux problèmes sociaux et environnementaux. Elle met en difficulté les travailleurs de la mer, pollue et menace la biodiversité.

POUR RÉPONDRE À CES PROBLÈMES MAJEURS, IL FAUT:

- Repenser les modes d'exploitation des mers et des zones humides, ainsi que la consommation des produits aquatiques ;
- promouvoir rapidement des pratiques de production (pêche artisanale), de transformation et de distribution respectant les équilibres naturels, qui procurent un travail décent aux populations et produisent une alimentation compatible avec la bonne santé des consommateurs.

UNE EUROPE DES DROITS ET DE L'ÉGALITÉ

Une autre Europe, celle des droits des femmes

La législation concernant l'avortement est très inégale en Europe. Il est toujours pénalisé en Irlande, en Pologne et à Malte et très limité en Italie et au Portugal. Depuis la mobilisation contre

le TCE, plusieurs pays ont révisé ou révisent leur législation : l'Italie remet en cause le droit à l'avortement, tandis que le Portugal a dépénalisé l'avortement et qu'en Espagne, un avant-projet de loi de légalisation de l'avortement vient d'être déposé.

Nous exigeons le droit à l'avortement et



à la contraception libres et gratuits dans toute l'Union européenne.

En France, trois femmes meurent par semaine sous les coups de leur conjoint. Nous voulons une loi cadre européenne contre les violences faites aux femmes, qui prenne en compte les violences dans la famille et le couple, au travail, dans les lieux publics, les violences lesbophobes et la prostitution.

Cette loi s'imposerait à tous les pays et lutterait contre les violences sexistes dans toutes leurs dimensions : prévention, sanction, accueil et accompagnement des victimes, protection des victimes, garantie de leur revenu et de leur droit au séjour, accès au logement.

La loi établissant l'égalité salariale entre hommes et femmes figurait déjà dans le traité de Rome de 1957 instaurant la com-

munauté européenne. Plus de 50 ans plus tard, ces inégalités sont encore de 20 à 35% selon les pays. Une part de cet écart salarial est reconnue comme relevant de la pure discrimination. Nous exigeons l'égalité salariale maintenant, avec un rattrapage des salaires des femmes, seul à même de résorber les inégalités.

La division sexiste des tâches fait reposer sur les femmes les tâches d'éducation et de garde des enfants ainsi que la prise en charge des personnes âgées. Les services publics, dans ces domaines, sont remis en cause par les politiques de l'Union européenne en les soumettant à « la concurrence libre et non faussée ». Nous exigeons le développement des services publics de la petite enfance et de soins aux personnes âgées et dépendantes.

Droit à l'avortement et à la contraception libres et gratuits

nous voulons partout en Europe:

- Un statut autonome pour les femmes immigrées et le droit d'asile politique pour les victimes de persécutions sexistes;
- l'attribution de droits propres en remplacement des droits liés au statut « matrimonial » pour l'accès à la protection sociale;
- la représentation égalitaire dans les fonctions élues et dans les instances décisionnelles;
- la séparation totale des structures religieuses et des Etats.

Celle des droits des handicapé-es

L'Union européenne compte près de 40 millions de personnes en situation de handicap soit 15 % de la population. Nombre d'entre elles vivent dans la misère, sous le seuil de pauvreté (800 €/mois), ou survivent grâce aux solidarités familiales.

L'Union européenne a fait voter au parlement européen des textes anti-discriminatoires sur l'intégration scolaire en milieu ordinaire, sur l'égalité de traitement dans le domaine de l'emploi, mais pousse en même temps aux restructurations drastiques dans le secteur médico-social, dans les services publics, dans l'éducation et revoit à la baisse les budgets de protection sociale.

La prise en compte réelle du handicap en terme d'égalité et de solidarité, se trouve confrontée au libéralisme économique et aboutit de facto à une discrimination dans une Union européenne basée sur la rentabilité de l'individu à tous les niveaux.

Les pays nordiques, dont la Suède, remettent progressivement en cause leurs politiques à forte connotation sociale, avec une participation importante du service public, par la restriction drastique du nombre de bénéficiaires de ces mesures. Au Royaume Uni, l'allocation que touchent les handicapés se résume au « Bed and breakfast ». En Belgique, un plafonnement des aides techniques et humaines a été instauré et aux Pays Bas un ticket modérateur a été mis en place.

L'EUROPE QUE NOUS VOULONS DÉFEND LES DROITS FONDAMENTAUX DONT :

- Le droit au travail pour les handicapés (handicaps acquis ou accidentés du travail), la suppression des ghettos de travailleurs handicapés, l'intégration de tous dans les collectifs ordinaires de travail;
- le droit à un revenu décent: des salaires égaux au SMIC, équivalent à 1500 euros net en France, dans le secteur ordinaire mais aussi dans le secteur protégé (EA et ESAT), et un revenu minimum égal au SMIC pour tous ceux qui ne travaillent pas;
- le droit à l'éducation pour tous les enfants, l'école doit donc s'adapter à ses élèves, tenir compte de leurs besoins spécifiques et être en mesure d'offrir le même enseignement à tous ceux qui nécessitent du personnel qualifié ;
- le droit à la santé gratuite, qui est d'une importance particulière pour les handicapés compte tenu des frais qu'occasionne leur état ;
- le droit à l'accessibilité, les personnes handicapées doivent pouvoir circuler et s'installer librement dans n'importe quel pays de l'Union européenne. Pour cela, il faut une véritable politique publique européenne avec des moyens financiers conséquents pour rendre accessibles transports, bâtiments, lieux de travail.

Celle de l'égalité des droits, hétéros, homos, trans et bi

27 ans après la dépénalisation de l'homosexualité en France, le combat pour l'égalité est toujours à l'ordre du jour. Certes, l'homophobie et la transphobie sont aujourd'hui reconnues comme des discri-

minations. Une reconnaissance relayée au niveau des institutions européennes par une directive et des résolutions, mais qui ne sont dans de nombreux États que des déclarations d'intention sans réelles conséquences et qui restent dans tous les cas bien en dessous des revendications du mouvement LGBTI.

Partout, se découvrir lesbienne, gay, bi, trans ou intersexe demeure une épreuve parfois très douloureuse. La situation en Europe est très hétérogène car la loi n'est aucunement contraignante pour les États: de la reconnaissance du mariage dans l'Etat Espagnol et de l'adoption au Royaume Uni à l'interdiction des manifestations de visibilité interdites en Pologne ou en Serbie, les droits des per-

sonnes LGBTI restent à géométrie variable.

Elle ne pourra aboutir que par le renforcement du mouvement LGBTI sur des revendications sans concessions, en prenant appui sur les législations les plus avancées en Europe. L'Union européenne se fait la gardienne de l'ordre moral, refusant le vote qui ouvrirait le droit à la filiation.

cela veut dire:

- Égalité des droits entre homos et hétéros, une directive cadre sur le mariage, la filiation, la procréation médicalement assistée;
- égalité des droits entre les différents statuts fiscaux : couples mariés, pacsés, concubins ou célibats;
- droit à disposer de son corps et autodétermination : le refus d'autoriser le changement de sexe sur l'état-civil pour les trans, à moins d'avoir subi une chirurgie génitale, conduit à la négation des personnes intersexes par leur mutilation pour rentrer dans la norme. Nous demandons donc la facilitation du changement d'état-civil (nom et prénom) et la suppression de la mention de sexe;
- arrêt des mutilations des enfants intersexes;
- application du droit d'asile pour les personnes victimes de LGBTI-phobie;
- production et distribution de médicaments génériques contre le sida à travers l'abolition de la propriété privée des brevets médicaux;
- mise en oeuvre d'une éducation non homo-lesbo-trans-bi-intersexe-phobe. Cela veut dire informer les jeunes en questionnant leur identité, mener des actions collectives au sein des établissements scolaires, et plus largement sur les lieux de travail et de vie;
- création de structures d'accueil, d'écoute, d'assistance des victimes de l'homo-lesbo-trans-bi-intersexe-phobie, avec un financement public et incluant la participation des associations LGBTI ;
- application des lois contre les discriminations au travail, en soutenant le travail des syndicats et des associations engagées dans ce combat.

Pour les jeunes, en Europe et dans le monde entier, ce système n'offre aucun avenir !

Les jeunes sont touchés encore plus violemment par les conséquences de la crise: augmentation du chômage, stagnation des salaires, emplois précaires. Dans l'UE, le taux de chômage des jeunes est de 15,4 %. En France, il est de 19,4 %, en Grèce de 22,9%. Les jeunes touchent des salaires environ 40% plus faibles

que le reste des salariés. Pas étonnant qu'en Grèce on appelle « Génération 600 euros » les jeunes qui se sont révoltés en décembre dernier. Les jeunes n'ont pas accès aux minima sociaux: RMI et allocations chômage sont réservés aux plus de 25 ans. Résultat, en France, 100 000 jeunes vivent en dessous du seuil de pauvreté, plusieurs milliers sont obligés de se prostituer, ce sont eux que l'on retrouve maintenant le plus dans les banques alimentaires. Ils restent plus

longtemps chez leurs parents faute de pouvoir se financer un loyer. Ils sont aussi plus touchés par la précarité. La majorité des premiers emplois sont des emplois précaires : CDD, stages,

intérim. La crise renforce encore ce phénomène. Les entreprises n'embauchent plus d'intérimaires, ne renouvellent pas les CDD.

nous voulons:

- un CDI pour tous ;
- une augmentation de 300 euros de tous les revenus et pas un salaire en dessous de 1500 euros ;
- une allocation d'autonomie pour tous les jeunes, à hauteur du SMIC, pour pouvoir étudier, se former et prendre leur autonomie.

Non à l'Euro répression

Présenté quelques jours après les attentats du 11 septembre 2001, dans un climat d'inquiétude propice à toutes les manipulations de l'opinion publique, le «Mandat d'arrêt européen» est adopté le 13 juin 2002. Il se substitue aux accords d'extradition entre États, et permet ainsi la traque des opposants politiques sans possibilité de recours.

Par ailleurs, avec cette nouvelle disposition, chaque pays de l'UE est dans

l'obligation d'intégrer une législation anti-terroriste dans son code pénal. Très utilisé par l'État espagnol contre les nationalistes basques (systématiquement torturés dès qu'ils sont remis aux autorités), d'autres pays, comme l'Allemagne et l'Italie, ont eu recours à cet outil juridique pour persécuter d'anciens opposants politiques.

Nous ne voulons pas de cette Europe des flics et de la répression.

nous exigeons:

- l'abrogation du Mandat d'arrêt européen.



UNE EUROPE DE SOLIDARITÉ ET DE PAIX

Contre l'Europe forteresse !

L'Europe actuelle est une véritable forteresse, où la situation des immigrés ne cesse de se compliquer. Le pacte sur l'immigration a été adopté à l'unanimité des 27 gouvernements (de droite ou de gauche) en septembre 2009 et durcit les lois anti-immigrés. Cette politique vise à une « gestion concertée des flux migratoires », c'est à dire à pouvoir utiliser la main d'œuvre étrangère du Sud au bon vouloir des besoins des capitalistes européens. Les immigrés sont transformés en main d'œuvre jetable, à utiliser en cas de besoin, puis dont on se débarrasse. C'est la fameuse « immigration choisie ».

Par ailleurs, en juin dernier, le Parlement européen votait la « directive de la honte », qui permet de porter la durée de rétention pour les sans-papiers à dix-huit mois. Cette politique défendue par le gouvernement français, mène à l'objectif de reconduire 29000 personnes à la frontière en 2009, pour un coût total estimé à deux milliards d'Euros ! Cela se traduit par la chasse à l'enfant, le harcèlement de milliers de personnes, les camps de rétention, des milliers de morts en Méditerranée et maintenant la criminalisation de tous ceux qui sont solidaires des sans papiers.

Aujourd'hui, le dispositif Frontex permet une action répressive au-delà des frontières, en organisant la répression directement en Afrique. Des patrouilles européennes sont ainsi organisées avec l'armée libyenne en Méditerranée. Au nom du co-développement, l'Espagne (dirigée par un social-libéral) finance des camps de rétention en Mauritanie, où elle renvoie des sans-papiers. La future « carte bleue » européenne (en référence à la green card américaine) ne servira qu'à ficher davantage les immigrés et à restreindre les droits au travail et au regroupement familial.

Les classes dirigeantes européennes ne vont pas hésiter à faire payer la crise aux immigrés et à jouer la carte de la division raciste, désignant des boucs émissaires et cherchant à « diviser pour régner ». Berlusconi mène ainsi une campagne anti-Roms et cautionne de véritables pogroms.

Nous ne voulons pas de cette Europe. Au contraire, nous voulons une Europe ouverte à toutes et à tous, anti-raciste, multiculturelle, et demandons la suppression de toutes les lois racistes et discriminatoires.

Égalité des droits pour les immigrés

nous exigeons :

- La régularisation de tous les sans papiers ;
- l'arrêt des rafles et la fermeture des centres de rétention ;
- la liberté de circuler et la fin du contrôle de l'immigration ;
- le droit de vote pour tous les immigrés (aux européennes, seuls les immigrés communautaires votent) ;
- l'égalité des droits pour les immigrés.

Pour une véritable Europe solidaire

L'Union européenne participe à la domination des pays du Sud de la planète, cel-

les d'une poignée de pays riches contre une majorité de pays pauvres. Nous voulons une politique de désarmement, l'annulation de la dette, une politique de collaboration fraternelle et solidaire

avec les peuples des pays du Sud. Le « co-développement européen » n'est que de la poudre aux yeux qui masque la réalité des rapports Nord/Sud et le pillage mené par les grandes puissances, dont la France. Les gens migrent pour fuir la misère et la guerre. L'Europe libérale peut élever les barbelés à Ceuta et Mellila, affréter

plus de charters, cela ne changera pas le fait que, par la dette, les plans d'ajustement structurel, les ventes d'armes, elle pousse de plus en plus de gens à fuir vers le Nord. On voit bien toute l'hypocrisie du marché qui prône la liberté totale de circulation pour les capitaux et les marchandises, mais la refuse aux êtres humains.

nous voulons:

- Une Europe qui soutienne les droits fondamentaux du peuple palestinien : droit à un état indépendant ayant comme capitale Jérusalem, et le droit au retour des réfugiés ;
- une Europe qui exige d'Israël le retrait des forces d'occupation des territoires occupés, y compris Jérusalem, le démantèlement immédiat de toutes les colonies et du mur et fasse cesser le blocus de Gaza ;
- une Europe qui applique des sanctions économiques, politiques, culturelles, sportives et suspende l'accord d'association tant qu'Israël se refuse à respecter le droit international ;
- une Europe qui interdise immédiatement à ses entreprises de travailler pour Israël dans les territoires occupés ;

Les élu-e-s du NPA exigeront l'arrêt immédiat du processus de rehaussement des relations UE/Israël, accéléré sous la présidence de Nicolas Sarkozy, et impulseront la campagne Boycott, Désinvestissement, Sanctions (BDS) à l'appel de 172 organisations de la société civile palestiniennes.

Pour une Europe de la Paix

Une Europe de la paix exige le retrait de toutes les troupes européennes des

guerres menées contre les peuples en Irak ou en Afghanistan, l'arrêt du soutien aux dictatures en Afrique et la suppression de l'OTAN.

TROUPES EUROPÉENNES HORS DU LIBAN.

Nous exigeons qu'il soit mis fin à l'ingérence inadmissible des pays européens, et notamment la France, dans la gestion du conflit Libano Israélien. Le temps du mandat est terminé, c'est au peuple libanais, et à lui seul, de décider de son avenir.

nous exigeons:

- le départ des troupes de la FINUL du sud Liban.

TROUPES EUROPÉENNES HORS D'AFRIQUE.

Les déploiements de la Force européenne (Eufor) sur le continent africain n'ont globalement apporté aucune véritable aide aux populations ni permis de résoudre aucune crise humanitaire ou politique. Initiées et constituées majoritairement

par la France (qui compte plus de 11 000 soldats, soit près d'1/3 de son armée, en Afrique), ces opérations ne servent généralement qu'à démontrer les capacités militaires européennes, à protéger les intérêts géopolitiques et économiques des pays de l'UE et de leurs multinationales ;



tout en permettant de stabiliser les pouvoirs autoritaires africains qui leurs sont alliés. Ce fut le cas en République démocratique

du Congo en 2006, ainsi qu'au Tchad et en Centrafrique en 2008.

c'est pourquoi nous exigeons :

- Le démantèlement de l'Eufor, ainsi que de toutes les bases militaires ;
- le retrait des troupes européennes présentes sur tout le continent.

CONCLUSION

Aujourd'hui, en Europe comme en France, ceux qui subissent la crise se mobilisent. Les grèves et les résistances se multiplient, dans les entreprises, dans la rue, dans les quartiers. Pour défendre l'emploi, contre les licenciements et la précarité. Pour sauvegarder et développer les services publics de la santé, de l'éducation, des transports, du logement, des énergies. Pour la solidarité, la libre-circulation des peuples et contre les répressions. Contre la perspective désastreuse de laisser le capitalisme diriger nos vies pour assurer les profits des plus riches. Pour réclamer enfin le droit de vivre sans

avoir à survivre au quotidien avec des revenus de plus en plus bas.

Pour s'y opposer, il faut porter un autre projet de société que celui qu'on nous impose, en rupture avec la logique capitaliste. Des mobilisations aux élections, les militantes et militants du NPA portent ce même discours et s'opposent clairement aux institutions européennes et à ses décisions libérales en élaborant collectivement un projet socialiste.

**Pour une
autre Europe:
sociale et
démocratique**

Nous nous opposons clairement à la droite, dont la politique a mené à la catastrophe. Et nous refusons de cautionner le Parti Socialiste et ses alliés européens, qui ont choisi de défendre le système. Comme en 2005 lors du projet de Constitution Européenne, nous dénonçons l'Union européenne des grands patrons et des banquiers, celle du chômage, de la misère, des inégalités et des discriminations, celle qui détruit l'environnement et nos droits.

Le NPA est un outil pour défendre les besoins de toutes et de tous, il est un porte voix des grèves, élabore un autre projet de société, démocratique, écologique,

s'appuyant sur les acquis des luttes sociales. Sans les mobilisations populaires, l'Europe des grands patrons ne reculera pas. C'est le sens du vote pour le NPA, sans illusion sur la possibilité de réformer le capitalisme. Nos candidats ne sont pas des professionnels de la politique et dénoncent sans relâche les méfaits de l'Union européenne libérale et anti-démocratique, mettent en avant les luttes et construisent une Europe sociale, solidaire et démocratique, sous le contrôle de la population.

PAS QUESTION DE PAYER LEUR CRISE, VOTEZ POUR LES CANDIDAT-ES DU NPA !



LA GAUCHE ANTICAPITALISTE EUROPÉENNE

La conjugaison de la crise économique, des résistances sociales et de l'évolution social-libérale de la gauche traditionnelle créent de nouveaux espaces pour la gauche anticapitaliste européenne. De nouvelles forces ont émergé et se sont développées ces dernières années.

La dernière conférence de la gauche anticapitaliste à Strasbourg a confirmé ce mouvement. Etaient



représentées les organisations suivantes : Le Bloco de Esquerda du Portugal, Izquierda Anticapitalista de l'Etat espagnol, Sinistra critica d'Italie, Syriza et Antarsia de Grèce, le Parti Polonais du travail, l'ISL et le RSB d'Allemagne, la Gauche Anticapitaliste et le Mouvement pour le Socialisme de Suisse, la LCR et le PSL de Belgique, le SWP de Grande-Bretagne, le Socialistiska Partiet de Suède.

L'Interventionistische Linke d'Allemagne, le POR d'Espagne, le SP de Grande-Bretagne et le SSP d'Ecosse n'ont pu participer à la réunion et ont envoyé des messages de solidarité.

Cette conférence a montré une approche commune des diverses organisations, d'abord sur l'analyse de la crise économique et les moyens d'en sortir.

Pour combattre le chômage, la pauvreté, pour instaurer de nouvelles régulations ou s'attaquer aux paradis fiscaux, il faut s'en prendre au noyau dur du capitalisme, en imposant une redistribution des richesses au profit du plus grand nombre et en remettant en cause la propriété capitaliste.

Les anticapitalistes ont aussi insisté sur la nécessité d'un plan d'urgence social, démocratique et écologique, à l'échelle européenne. Un plan qui refuse les licenciements, augmente les salaires, impose l'harmonisation des droits sociaux vers le haut, instaure un système bancaire et financier public sous contrôle populaire, défend les services publics, et en particulier propose des grands travaux publics écologiques dans le domaine du transport et de l'énergie.

Enfin, la conférence a réaffirmé l'incompatibilité entre ce programme anticapitaliste et la participation ou le soutien à des coalitions social-libérales avec la social-démocratie ou le centre-gauche, notamment sur la base de la faillite des expériences de la gauche plurielle en France et du gouvernement Prodi en Italie.

Bien entendu, les développements de la gauche anticapitaliste sont, aujourd'hui, inégaux en Europe. Ils sont souvent liés au niveau des luttes et des résistances sociales, mais d'ores et déjà, les anticapitalistes constituent une force politique réelle.

Parmi les organisations les plus significatives :

Le Bloc de Gauche portugais organise plusieurs milliers d'adhérents et a obtenu 7 députés et plusieurs dizaines de conseillers municipaux. Les deux coalitions grecques, Syriza et Antarsia, regroupent aussi plusieurs milliers de militants qui ont soutenu activement la révolte de la jeunesse grecque. Le Parti Polonais du travail s'est constitué au travers des syndicats de plusieurs dizaines de milliers de mineurs de charbon, et s'attèle aujourd'hui à la construction d'un parti des travailleurs. Le SWP anglais a joué un rôle important dans les mobilisations anti-guerre. En Espagne et en Italie, Izquierda anticapitalista et Sinistra critica se sont construites en s'opposant à la droite mais aussi en s'opposant à la politique du parti communiste espagnol et de Refondation Communiste d'Italie qui soutiennent ou ont soutenu les gouvernements du parti socialiste ou du centre-gauche.

Bien entendu, nombre de ces organisations vont se présenter lors des prochaines élections européennes, mais au-delà de ces échéances électorales, ce sont des organisations qui constituent d'ores et déjà des points d'appui décisifs pour avancer dans la perspective d'un pôle anticapitaliste européen.

La campagne du NPA sur le web

Partout en Europe,
**pas question
de payer leur crise !**

élections européennes
7 juin 2009

ACCUEIL EN RÉGIONS NPA2009.ORG CE SITE EST EN CONSTRUCTION

En régions

Agenda
avec Olivier BESANCENOT

Le 11 mai 2009 :
VENISSIEUX : meeting avec Olivier Besancenot et Raoul-Marc Jennar / Réunion publique

Le 20 mai 2009 :
BORDEAUX : meeting avec Olivier Besancenot et Myriam Martin / Réunion publique

Le 22 mai 2009 :
LILLE : meeting avec Olivier Besancenot et Christine Poupin / Réunion publique

Le 25 mai 2009 :
NANCY : meeting avec Yvan Zimmermann et Olivier Besancenot / Réunion publique

Dans l'actu

- >> La Politique du Parti socialiste européen
La crise provoque des changements, et peut-être des bouleversements dans la situation de la gauche et du mouvement ouvrier européen, mais. La (...) [voir la suite...]
- >> Le printemps des services publics
Engagé dès l'origine dans la Convergence des collectifs de défense et de développement du service public, Christian Nguyen, tête de liste (...) [voir la suite...]
- >> NPArguments contre la folie nucléaire
Le gouvernement a annoncé le lancement d'un deuxième réacteur nucléaire EPR (à eau ...)

Interdiction des licenciements 300 euros net DE PLUS PAR MOIS

NPA-EUROPEENNES2009.ORG

Les sites par circonscription

NPA-EUROPEENNES2009.ORG/SUDEST

NPA-EUROPEENNES2009.ORG/SUDOUEST

NPA-EUROPEENNES2009.ORG/CENTRE

NPA-EUROPEENNES2009.ORG/ILEDEFRANCE

NPA-EUROPEENNES2009.ORG/NORDOUEST

NPA-EUROPEENNES2009.ORG/EST

NPA-EUROPEENNES2009.ORG/OUEST

Les têtes de liste

RÉGION SUD EST



Raoul-Marc JENNAR

62 ans - Politologue
Militant altermondialiste

RÉGION GRAND OUEST



Laurence DE BOUARD

Infirmière à l'hôpital de
Carhaix

RÉGION EST



Yvan ZIMMERMANN

38 ans - Ouvrier dans
l'automobile

RÉGION NORD



Christine POUPIN

51 ans - Technicienne
dans l'industrie chimique

RÉGION CENTRE



Christian NGUYEN

40 ans - vacataire dans
l'éducation nationale

RÉGION SUD OUEST



Myriam MARTIN

40 ans - Enseignante en
lycée professionnel

RÉGION ÎLE DE FRANCE



Omar SLAOUTI

42 ans - Enseignant à
Argenteuil

**PARTOUT EN EUROPE,
PAS QUESTION DE PAYER
LEUR CRISE.**

**LE 7 JUIN, VOTEZ POUR LES
LISTES PRÉSENTÉES PAR LE NPA**